

|  |
| --- |
| Note d’information sur l’arrêté des comptes nationaux  au titre du quatrième trimestre 2013  **L’arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2013 montre que :**   * **la croissance économique nationale a été de 4,5% au lieu de 2,3% durant le même trimestre de l’année 2012;** * **l’inflation, approchée par l’évolution du prix implicite du PIB, s’est située à 0,5% au lieu de 1,4%.**   **Sur l’ensemble de l’année 2013 :**   * **le taux de croissance aurait été de 4,3% au lieu de 4,4% prévu par le HCP ;** * **l’évolution du taux implicite du prix du PIB serait 1,2% au lieu de 1,4% prévu par la même institution.**   Au cours du quatrième trimestre 2013, l’activité économique a continué à être soutenue par le rebondissement de l’activité agricole, avec des activités non agricoles en ralentissement.  C’est ainsi que, **la valeur ajoutée agricole** en volume, corrigée de variations saisonnières (cvs), s’est accrue de 18,5% au lieu d’une baisse de 9,1% le même trimestre de l’année précédente, alors que celle **des activités non agricoles** a été en ralentissement avec une croissance de 2,4% au lieu de 4%.  Dans ce contexte, la valeur ajoutée du **secteur secondaire** s’est accrue de 2,2% au cours de ce dernier trimestre de l’année 2013 au lieu d’une baisse de 0,7% la même période de l’année précédente. Ceci résulte de l’augmentation des activités :   * de l’électricité et eau de 5,7% au lieu d’une baisse de 1,9%; * du bâtiment et travaux publics de 3,2% au lieu de 0,7%; * des industries de transformation de 2,7% au lieu de 0,1%; * et de la diminution des activités de l’industrie d’extraction de 1,9% au lieu d’une baisse de 3,7%.   La valeur ajoutée du **secteur tertiaire,** en revanche**,** a continué d’afficher un ralentissement de son rythme de croissance, se situant à 2,9% au lieu de 6,4 % le quatrième trimestre de l’année précédente. A l’exception de l’activité du commerce qui s’est améliorée de 4,1% contre 1,4%, ce ralentissement a été observé dans les diverses branches d’activité de ce secteur :   * les hôtels et restaurants, avec une croissance de 4,1% au lieu 8,8% ; * les transports avec 2,6% au lieu 5,3% ; * les postes et télécommunications, avec 8,8% au lieu de 28,6%;   - les services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 3,1% au lieu de 5,3%;   * les services financiers et assurances, avec 1,2% au lieu de 3,6%; * les services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale, avec 0,3% au lieu de 6,1% ; * les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, avec 2,1% au lieu de 5,2%.   Au total, **le Produit Intérieur Brut (PIB)** s’est accru de 4,5% en volume au lieu de 2,3% la même période de l’année 2012 et de 5% en valeur au lieu de 3,7%. Ainsi, le prix implicite du PIB a augmenté de 0,5% au lieu de 1,4%.  Au niveau des emplois du PIB en volume, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 4,9% au lieu de 3,5% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 2,9 points à la croissance au lieu de 2 points. En revanche, la consommation finale des administrations publiques a connu une progression moins forte que l’année dernière de 3,8% au lieu de 9,1% avec une contribution de 0,6 point au lieu de 1,4 point. De son côté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a marqué une diminution de 1,5% au lieu d’une baisse de 0,8%. Globalement, la demande intérieure a continué à afficher une augmentation qui a été de 2% au lieu de 1,3% contribuant avec 2,1 points à la croissance au lieu de 1,3 point une année auparavant.  Dans cette croissance, la contribution des échanges extérieurs de biens et services a été de 2,4 points au lieu de 1 point. Les exportations de biens et services ont, en effet, connu une hausse de 3% au lieu de 5,2%, les importations ayant diminué de 4% au lieu d’une hausse de 1,7%.    Avec l’augmentation importante des revenus nets reçus du reste du monde de 59,5% et la hausse du PIB de 5%, le revenu national brut disponible s’est accru de 7,7% au lieu de 2,2%. L’épargne nationale a atteint 28,4% du PIB au lieu de 26,2% avec une amélioration de la consommation finale de 5,7%.  L’investissement brut s’est situé à 34,4% du PIB au lieu de 37,1% et le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi établi à 6% du PIB au lieu de 10,9%.  Ci-joint les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du quatrième trimestre 2013. |

